



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté

Dijon, le 10 NOV. 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 1323
LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Objet : portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Tréfilunion pour exploiter une installation de production de fils et torons de précontrainte sur la commune de Sainte-Colombe-Sur-Seine.

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 2001 portant autorisation d'exploiter une installation de production de fils et torons de précontrainte sur la commune de Sainte-Colombe-Sur-Seine ;

Vu la notification de cessation partielle du 05 novembre 2021 de la société Tréfilunion en vue de sortir une partie de ses bâtiments de la réglementation ICPE ;

Vu le rapport du 29 septembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19/10/2022 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet d'une cessation partielle est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 août 2001 susvisé,

CONSIDÉRANT qu'il convient de préciser en plus du nouveau périmètre du site, les conditions de stockage dans le bâtiment adjacent aux parcelles faisant l'objet de la cessation partielle d'activité,

CONSIDÉRANT que cette précision est nécessaire pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Identification

La société TréfilUnion dont le siège social est situé à Commercy, route de Boncourt, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Sainte-Colombe-Sur-Seine, rue des Tréfileries, une installation de production de fils et torons de précontrainte, est tenue de respecter, dans le cadre de la cessation partielle portée à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Nouveau périmètre

Les parcelles AC-222 et AI-116 sont sorties du périmètre ICPE. Seule demeure la parcelle AC-221.

ARTICLE 3 : Conditions de stockage

Les stockages au sein du bâtiment adjacent aux parcelles faisant l'objet de la cessation d'activité sont organisés de sorte que les effets létaux et irréversibles en cas d'accident ne sortent pas des nouvelles limites du site. En cas de modification notable des conditions d'exploitation de ces stockages, l'exploitant doit au préalable les porter à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société TréfilUnion.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Frédéric CARRE